

Bujumbura, les quartiers de la colère

La capitale du Burundi est en proie depuis avril 2015 à une vague de contestation contre le troisième mandat du président Pierre Nkurunziza. Au risque de raviver le spectre de douze ans de guerre civile et de massacres ethniques

Bujumbura, capitale à flanc de collines...

- Limite de Bujumbura mairie
- Nom de quartier
- Habitat à forte densité
- Habitat à moyenne et faible densité
- Habitat spontané, bidonville
- Zone d'activités économiques
- Equipements militaires
- Université
- Colline (courbes de niveau)

... théâtre d'une crise politique aux allures de guerre civile...

FIN AVRIL 2015 : CONTESTATION PACIFIQUE CONTRE LE PRÉSIDENT

- Centre du pouvoir présidentiel
- Principal quartier proche du pouvoir
- Principal quartier contestataire
- Manifestation contre le 3^e mandat de Pierre Nkurunziza

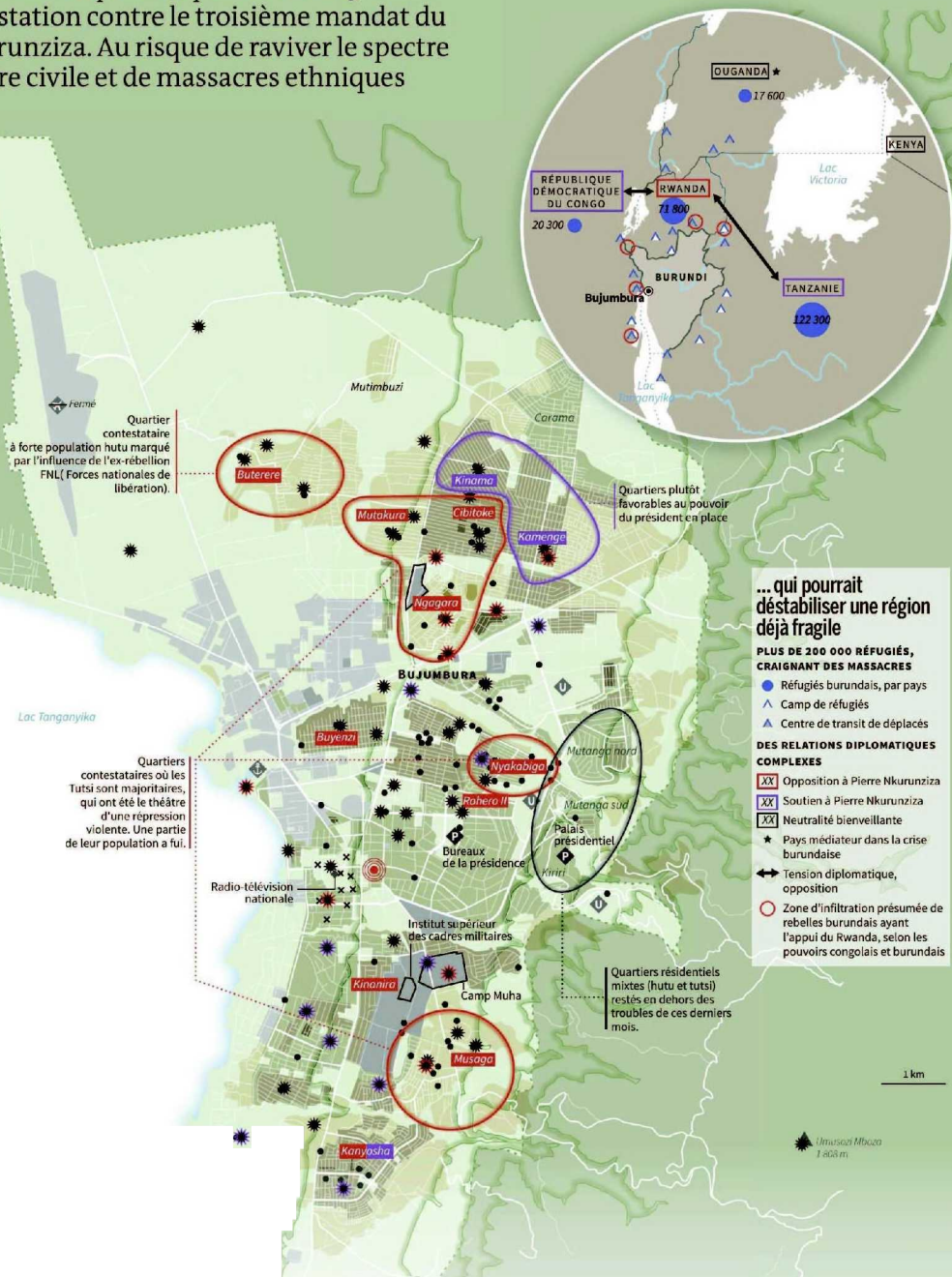
13 MAI 2015 : COUP D'ÉTAT MANQUÉ

- Annonce radio de la destitution du président Nkurunziza par le général Godefroid Niyombare
- Fermeture de l'aéroport pour empêcher le retour du président, en voyage en Tanzanie

FIN MAI 2015 - JANVIER 2016 : UNE MONTÉE DES VIOLENCES

- Principaux assassinats contre des représentants du pouvoir
- Principaux assassinats contre des représentants de l'opposition
- Installation militaire attaquée le 11 décembre 2015

Cartographie avec l'appui du GROUPE HUIT
SOURCES: CROWDFUNDER;
USHAHIDI, 2015; BURUNDI CROWDFUNDER;
INTERNATIONAL CRISIS GROUP (ICG);
AFP, LE MONDE



JOHANNESBURG-
correspondant régional

Voilà, en apparence, le théâtre parfait pour une guerre civile en devenir. Bujumbura, capitale du Burundi, est coincée contre le lac Tanganyika, frontière avec le Congo-Kinshasa (RDC), base arrière de rebelles burundais depuis des décennies. Elle est aussi cernée dans son dos par le relief imposant de « Bujumbura rural », en surplomb de la ville. Dans les collines, il est possible de se dissimuler en vue d'attaques surprises. Dans la capitale, des quartiers entiers sont farouchement opposés au président Nkurunziza et peuvent servir de vivier pour des groupes armés.

Ce qui n'était encore récemment qu'une théorie géographique se mue en drame à mesure que se dé-

grade la situation dans un pays sur le fil du rasoir, hanté par son passé. Des manifestations ont débuté le 26 avril 2015 contre la volonté du président sortant, Pierre Nkurunziza – ancien chef de la rébellion hutue, au temps de la guerre civile de 1993 à 2005, qui a causé plus de 300 000 morts – de se présenter pour un troisième mandat.

Cette crise était de nature politique : elle résultait de la perte de légitimité du pouvoir de Pierre Nkurunziza, y compris au sein de son propre camp, les ex-rebelles hutus du Conseil national pour la démocratie - Forces de défense de la démocratie (CNDD-FDD) parvenus au pouvoir par les urnes et le processus de paix en 2005. Mais les manifestations d'avril-mai 2015 ont été écrasées brutalement. Depuis, des armes circulent, et le dis-

cours des loyalistes s'est ethniciisé. Le Rwanda voisin a déclaré qu'il ne laisserait pas exterminer des Tutsi sans réagir.

Rejet de l'ethnicisme

Le Burundi n'en est pas là, alors que les interrogations persistent sur le devenir d'un embryon de rébellion anti-Nkurunziza, intégrant Hutu et Tutsi, fragmenté en cinq à neuf factions armées, la plupart de très petite taille, évoluant entre les pays voisins (RDC, Rwanda) et au sein même du pays. Même si le Burundi semble sous contrôle loyaliste, la situation demeure fragile hors de la capitale.

Le 11 décembre, une attaque menée en plusieurs points de Bujumbura par des rebelles aurait pu installer la guerre dans la capitale. Les assaillants ont été repoussés

ou tués. Les jours suivants, des opérations porte à porte ont été menées par les forces loyalistes dans les quartiers hostiles au pouvoir : plus de 200 morts, des violences aveugles ciblant les « bastions de la contestation » d'avril, des fosses communes.

Or le mouvement anti-troisième mandat s'est développé dans des parties de la ville à forte identité (hutu ou tutsi) et ayant subi une épuration ethnique au cours de la guerre civile. Ce conflit, déclenché en 1993 par l'assassinat de Melchior Ndadaye, premier président hutu du pays, élu quelques mois plus tôt, avait été marqué par des massacres d'une gravité extrême, des « actes de génocide » à caractère ethnique de part et d'autre. La mixité a été effacée, alors, dans les quartiers populaires, tandis que les quartiers les

plus riches demeuraient plus calmes, plus mélangés, comme c'est encore le cas aujourd'hui. Mais en avril 2015, tout a changé : la contestation a eu lieu dans des bastions tutsis, comme Musaga, mais aussi des zones hutues, comme Buterere.

C'est l'un des paradoxes de la complexité burundaise : alors que la population a fait la preuve, depuis avril, de son rejet de l'ethnicisme, la montée en puissance de la violence menace d'effacer ces acquis. Pourtant, avec la paix des années 2000, la volonté de vivre ensemble des Burundais était parvenue à marginaliser les extrémistes de tous bords. Cet équilibre est à présent en danger. ■

JEAN-PHILIPPE RÉMY
CARTOGRAPHIE : FRANCESCA
FATTORI, VÉRONIQUE MALÉCOT
ET DELPHINE PAPIN